

100381706
DG/MR/

**L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN,
LE DEUX NOVEMBRE
A LIVAROT-PAYS-D'AUGE (Calvados), 13 rue du Maréchal Foch -
Livarot, au siège de l'Office Notarial, ci-après nommé,
Maître David GSCHWEND, Notaire, titulaire d'un Office Notarial à
LIVAROT-PAYS-D'AUGE (14140), 13 rue du Maréchal Foch - Livarot,**

A RECU le présent acte contenant : NOTORIETE ACQUISITIVE

REQUERANTS

Les personnes qui requièrent l'établissement de l'acte de Notoriété Acquisitive sont :

-Madame Tania BÉVIS née à LES ABYMES (97139) le 01 Décembre 1968, Employée de bureau, demeurant à LE BLANC MESNIL (97150) – 17 Place de Picardie, épouse de Monsieur Sam-Josué Pierre BRIARD.

-Madame Amédée Sandrine BÉVIS née à LES ABYMES (97139) le 30 Mars 1973, Employée de bureau, demeurant à BOBIGNY (93000) – 35 Rue du Chemin Vert, célibataire.

-Madame Ingrid Olga BEVIS née à LES ABYMES (97139) le 11 Juillet 1979, Comptable, demeurant à LAMENTIN (97129) – Route de Chabert – Section Pierrette, épouse de Monsieur François Olivier BART.

Ils sont plus précisément identifiés plus loin et dénommés « Requéant » même s'agissant de plusieurs personnes et sans nuire à leur solidarité.

Ils agissent à l'acte en qualité d'héritiers de Monsieur Marcel Césaire **BÉVIS**, chauffeur, époux de Madame Honorée Lise Georgette **CITADELLE**, demeurant à LAMENTIN (97129) route de Chabert Section Pierrette.

Né à LAMENTIN (97129) le 13 juillet 1936.

Marié à la mairie de LAMENTIN (97129) le 18 avril 1968 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

Et de

Madame Honorée Lise Georgette **CITADELLE**, secrétaire agricole, épouse de Monsieur Marcel Césaire **BÉVIS**, demeurant à LAMENTIN (97129) route de Chabert Section Pierrette.

Née à LAMENTIN (97129) le 9 janvier 1943.



Mariée à la mairie de LAMENTIN (97129) le 18 avril 1968 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.
Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.
De nationalité française.
Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Leurs père et mère décédés, savoir :

-M. Marcel BEVIS à LAMENTIN (97129) le 26 Avril 2012.

-Mme Honorée BEVIS à LAMENTIN (97129) le 09 Septembre 2003.

REPRESENTATION

Le « Requéant » n'est pas présent à l'acte, il y est représenté par Madame Alexia RIDEL, Secrétaire en l'Office Notarial de Maître GSCHWEND Notaire à LIVAROT-PAYS-D'AUGE – 13 Rue du Maréchal Foch, en vertu des pouvoirs qu'il lui a conférés aux termes d'une procuration annexée après mention à l'acte de Notoriété après les décès de M. et Mme BEVIS – CITADELLE reçu par Maître GSCHWEND Notaire soussigné, le 02 novembre 2021.

Les « Mandants » ont autorisé le Mandataire à déroger au principe édicté par l'alinéa premier de l'article 1161 du Code civil qui dispose qu'un représentant ne peut agir pour le compte des deux parties au contrat.

NOUVEAU PROPRIETAIRE – « BENEFICIAIRE »

La personne qui va bénéficier de l'acte de Notoriété Acquisitive et dont l'Etat-Civil complet est le suivant, est :

Monsieur Marcel Césaire BEVIS, Chauffeur, et Madame Honorée Lise Georgette CITADELLE, Secrétaire Agricole, époux demeurant à LAMENTIN (97129) – Route de Chabert – Section Pierrette.

Nés, savoir :

M. BEVIS à LAMENTIN (97129) le 13 Juillet 1936.

Mme BEVIS à LAMENTIN (97129) le 09 Janvier 1943.

Mariés sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat préalable à leur union célébrée à la Mairie de LAMENTIN (97129) le 18 Avril 1968, lequel régime n'a subi aucune modification.

REVENDEICATION

Le « Requéant » revendique au profit du « Bénéficiaire » la propriété du terrain qui sera désigné plus loin au titre de la Prescription Acquisitive en application de l'article 2272 du Code Civil.

Le « Requéant » déclare ici que le « Bénéficiaire » s'est comporté, relativement au terrain en cause et pendant plus de 30 ans, en « Véritable Propriétaire » et sans équivoque écartant ainsi une suspicion d'occupant précaire ou de locataire.

DESIGNATION

A LAMENTIN (GUADELOUPE) 97129 Route de Chabert, Section Pierrette.
Un terrain.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AP	16	Route de Chabert	00 ha 00 a 85 ca
AP	473	Route de Chabert	00 ha 02 a 88 ca
AP	474	Route de Chabert	00 ha 03 a 91 ca

Total surface : 00 ha 07 a 64 ca

MODIFICATIF DU PARCELLAIRE CADASTRAL

Par Document Modificatif du Parcellaire Cadastral numérique n° 115 0002602 établi par Monsieur GALINAT Géomètre Expert à BAIE MAHAULT vérifié et numéroté le 21 Mars 2016 la parcelle mère section AP n° 0014 « Route de Chabert » pour 00ha.30a.88ca. a été divisée pour donner naissance aux parcelles filles suivantes:

-AP n° 0472 « Route de Chabert » pour 00ha.24a.21ca. elle n'est pas concernée par l'acte.

-AP n° 0473 « Route de Chabert » pour 00ha.02a.88ca., elle fait l'objet de l'acte, elle devient la propriété du « Bénéficiaire ».

-AP n° 0474 « Route de Chabert » pour 00ha.03a.91ca., elle fait l'objet de l'acte, elle devient la propriété du « Bénéficiaire ».

Ce Document Modificatif du Parcellaire Cadastral sera déposé au Service de la Publicité Foncière avec la copie authentique de l'acte destinée à y être publiée.

ABSENCE D'EFFET RELATIF

Concernant le terrain qui s'est trouvé cadastré section CB n° 0274 dont est détachée la parcelle fille objet de cet acte, aucun acte authentique n'est intervenu postérieurement du 01 Janvier 1956 de ce fait aucune formalité n'a été opérée au Service de la Publicité Foncière dont il dépend postérieurement au 01 Janvier 1956.

En conséquence, en vertu de l'article 3 – alinéa 2 – du Décret du 04 Janvier 1955 entré en vigueur le 01 Janvier 1956, aucun effet relatif le concernant n'est indiqué ici.

PUBLICITE DE L'ACTE

LOI DE PROGRAMMATION – SON DECRET D'APPLICATION

Conformément à l'article 1 – 4° du Décret d'Application 2017-1802 du 28 Décembre 2017, sont ici textuellement reproduits :

1ent – L'article 35-2 de la loi n° 2009-594 du 27 Mai 2009 modifiée dans sa rédaction résultant de l'article 117 de la loi de Programmation n° 2017-256 du 28 Février 2017 :

« Lorsqu'un acte de notoriété porte sur un immeuble situé en Guadeloupe, en Martinique, à La Réunion, en Guyane, à Saint-Martin et à Mayotte et constate une possession répondant aux conditions de la prescription acquisitive, il fait foi de la possession, sauf preuve contraire. Il ne peut être contesté que dans un délai de cinq ans à compter de la dernière des publications de cet acte par voie d'affichage, sur un site internet et au service de la publicité foncière ou au livre foncier.

L'acte de notoriété peut être établi par un notaire ou, à Mayotte, par le groupement d'intérêt public mentionné à l'article 35. Dans ce dernier cas, le groupement en assure la publicité.

Le présent article s'applique aux actes de notoriété dressés et publiés avant le 31 décembre 2027.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article ».

2ent-Les 1° - 2° et 3° de l'article 2 du Décret d'application n° 2017-1802 du 28 Décembre 2017, lesquelles précisent les modalités de publication de l'acte de Notoriété Acquisitive :

« 1°-Publication de l'acte de notoriété au fichier immobilier ou, à Mayotte, inscription au livre foncier ;

2°-Affichage pendant trois mois en Mairie, par les soins du Maire de chaque commune sur le territoire de laquelle est situé l'immeuble, d'un extrait de l'acte de Notoriété comprenant les éléments mentionnés aux 1° - 2° et 4° de l'article

Premier. Cet extrait précise que le Bénéficiaire revendique la propriété de l'immeuble au titre de la prescription acquisitive en application de l'article 2272 du Code Civil.

3°-Publication de l'extrait de l'acte de Notoriété sur le site internet de la Préfecture du lieu de situation de l'immeuble pendant une durée de cinq ans ».

En outre, le dernier alinéa de l'article 2 dudit Décret d'Application est également ici textuellement reproduit :

« L'accomplissement de la dernière des mesures de publicité prévues aux 1° - 2° et 3° fait courir le délai de cinq ans pendant lequel l'acte de Notoriété mentionné à l'article 1^{er} peut être contesté en application de l'article 35-2 de la loi du 27 Mai 2009 susvisée ou de l'article 1^{er} de la loi du 6 Mars 2017 susvisée ».

En conséquence, le « Requérent » requiert le Notaire soussigné d'accomplir les formalités nécessaires pour que soient effectuées les publicités de l'acte telles qu'elles sont prescrites par le Décret d'Application du 28 Décembre 2017 :

-Au Service de la Publicité Foncière compétent c'est-à-dire au Fichier Immobilier.

-En la Mairie de la Commune dont dépend le bien immobilier concerné à laquelle il sera transmis pour affichage une copie authentique par extrait du présent acte.

-Et à la Préfecture de BASSE-TERRE à laquelle il sera transmis pour insertion sur son site internet une copie authentique par extrait du présent acte.

Etc...

POUR COPIE AUTHENTIQUE PAR EXTRAIT certifiée conforme à la minute par le Notaire soussigné, délivrée sur quatre pages, sans renvoi ni mot rayé nul, destinée à la publicité légale de l'acte.

